



HAL
open science

Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire

Amin Allal

► **To cite this version:**

Amin Allal. Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Politique africaine, 2010, 117, pp.107-125. halshs-03858338

HAL Id: halshs-03858338

<https://shs.hal.science/halshs-03858338v1>

Submitted on 10 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire

Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008)

par Amin Allal

En 2008, la Tunisie a connu les plus longues et importantes actions de contestation depuis des dizaines d'années¹. En effet, à partir du 6 janvier 2008, suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG)², des habitants des principaux villages et villes des centres miniers de la région de Gafsa se sont massivement engagés dans une série d'actions de protestation qui ont duré six mois, abouti à des centaines d'emprisonnement et fait des dizaines de blessés et trois morts³.

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'histoire de la région de Gafsa s'est confondue avec celle de la CPG. La Compagnie, d'abord coloniale puis « tunisifiée », a toujours été au cœur de cette périphérie paupérisée du sud de la Tunisie. Lors de l'Indépendance, la grande entreprise publique d'extraction minière, considérée comme un eldorado pour les travailleurs, symbolisait l'État national en construction, principal horizon d'attente⁴. Depuis le milieu des années 1980, la réforme de la Compagnie suivant les standards néolibéraux⁵ a marqué le déclin de ses activités dans la région. L'entreprise, qui est l'un des plus gros producteurs de phosphate dans le monde (huit millions de tonnes en 2007⁶), a alors quasiment cessé d'embaucher et, depuis cette période, 10000 emplois ont été supprimés. Dans cette région, où la CPG constitue l'un des rares débouchés pour les aspirants au marché de l'emploi, le chômage, en particulier des jeunes, s'en est trouvé aggravé.

C'est dans ce contexte économique que se sont déclarées les protestations de 2008, qui traduisaient toute une série de malaises sociaux, politiques et économiques latents depuis les années 1980. Décrypter ce mouvement implique de proposer un faisceau d'éléments de compréhension : le sentiment de désespoir ressenti par de nombreux chômeurs, en particulier les jeunes chercheurs

¹ Les deux principales révoltes que la Tunisie indépendante a connues sont la grève de janvier 1978 et les « révoltes du pain » de janvier 1984. Voir M. Rollinde, « Les émeutes en Tunisie : un défi à l'État ? », in D. Le Saout, M. Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Paris, Karthala, 1999, p. 113-126 ; O. Lamoum, « Janvier 84 en Tunisie ou le symbole d'une transition », in D. Le Saout, M. Rollinde (dir.), *ibid.*, p. 231-241. À cela, il faut ajouter l'action armée de janvier 1980 durant laquelle un commando d'opposants tunisiens entraînés en Libye et en Algérie a pris la ville de Gafsa pendant neuf jours et a tenté, sans succès, de lancer une insurrection nationale.

² La CPG est l'entreprise publique des industries phosphatières de Gafsa ; elle a fusionné en 1994 avec l'un des principaux groupes industriels en Tunisie, le Groupe Chimique Tunisien (également public).

³ Ces chiffres constituent un enjeu politique fort et sont délicats à établir avec certitude. Le nombre de prisonniers, en particulier, est difficile à estimer car la plupart des manifestants ont été rapidement relâchés après leur arrestation sans poursuites judiciaires, ou bien ont été accusés de voie de fait ou d'ébriété sur la voie publique... Il en va autrement pour les leaders du mouvement qui ont été condamnés à de lourdes peines de prison (voir infra). Les hebdomadaires d'opposition *Attariq Al Jadid* et *El Maoukif* sont parmi les rares médias tunisiens à avoir couvert ces événements. Voir notamment les archives disponibles sur <http://www.attariq.org>.

⁴ Voir M. Camau, « *Tarajji ya dawla* ou la force de l'espérance. Propos sur le désengagement de l'État en Tunisie », *Bulletin du Cedej*, n° 23, 1988, p. 81-108.

⁵ Un plan stratégique de réforme intitulé « Plan de réhabilitation de la CPG » fut mis en place par le gouvernement tunisien à partir de 1985. Financé par des prêts, de la Banque mondiale puis de la Banque africaine de développement, ce plan prévoyait notamment la mécanisation de la production, la réduction des charges et des coûts d'exploitation et la réduction des effectifs (pour plus de précisions, voir les rapports disponibles sur le site de la Banque africaine de développement : <http://www.afdb.org>).

⁶ Voir le site de la CPG : <http://www.gct.com.tn>.

d'emploi qui ont été au premier rang des mobilisations ; la contestation d'un ordre local clientéliste né de la réforme de la CPG et perçu comme injuste ; l'activation d'un imaginaire ancien venu inscrire la mobilisation dans le registre du possible ; enfin, la dynamique propre des protestations et de leur répression, dynamique marquée simultanément par les coups tactiques de quelques potentats locaux qui accompagnent le mécontentement dans un jeu de concurrence locale, par l'organisation du mouvement autour de leaders syndicaux locaux et de chômeurs diplômés et par une importante répression⁷.

Nous analyserons tout d'abord ces dynamiques, leur chronologie et leurs protagonistes. Nous verrons ensuite que la CPG constitue le cœur problématique de cette région minière paupérisée, produisant, dans le « moment néolibéral », un ordre clientéliste local qui s'est érodé et s'est vu contesté par les nombreux jeunes chômeurs de la région. Enfin nous reviendrons sur l'un des registres de la protestation spécifique à la région, l'imaginaire largement partagé⁸ de « Gafsa rebelle ».

La dynamique des protestations de 2008 : luttres, coercition et négociations

Les mobilisations protestataires engagées dès les premiers jours de l'année 2008 sont sans équivalent dans la Tunisie du président Ben Ali. Le régime politique autoritaire avait célébré le 7 novembre 2007 le vingtième anniversaire de l'accès au pouvoir du président du « changement », dans un paysage politique caractérisé par une répression de l'opposition, un soigneux verrouillage de la « société civile », une justice sous contrôle et le musellement des médias⁹. Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti présidentiel hégémonique, opère un maillage serré du territoire grâce aux multiples comités de quartier, cellules et autres instances de coordination. La police politique et les agences du « développement social », comme la Banque tunisienne de solidarité (BTS), assurent l'équilibre entre répression, peur et gratifications clientélistes, caractéristique du régime tunisien et gage de sa « stabilité »¹⁰.

Dans ce contexte, à Gafsa, l'attente envers l'État est grande et les tensions sont palpables. Dès 2007, à M'dhila (située à 20 kms au sud-ouest de Gafsa), des barrages sont dressés par des chômeurs qui stoppent les bus d'ouvriers et les camions transportant le phosphate ; à Gafsa, des chômeurs entament des grèves de la faim et, un peu partout, des débordements se multiplient dans les stades à l'occasion

⁷ Cet article s'appuie, outre sur des entretiens effectués à Tunis avec des agents de ministères et des cadres de la CPG et d'organisations syndicales et partisans, sur plusieurs séjours d'enquête effectués dans la région depuis le printemps 2006. Il repose plus particulièrement sur des entretiens et des observations recueillis lors de cinq séjours d'une à trois semaines réalisés en 2008 à Gafsa et dans les principales villes et villages des environs : Redeyef, Oum El Araïes, Mélaoui, M'dhila et El Guettar. Nous remercions les nombreuses personnes qui ont accepté de nous recevoir avec une grande hospitalité. Leur disponibilité pour témoigner de leur expérience avec une grande liberté de ton, et ce malgré les conditions de vie difficiles et les risques de répression, constitue en soi un défi à la situation déplorable de la région.

⁸ Cet imaginaire commun est transmis à travers les générations et parfois réactualisé à des fins d'action par différents individus et groupes. Sa genèse est assez difficile à restituer car il relève de processus de sédimentation au long cours dont les significations et les acteurs sont pluriels. Nous nous contenterons ici d'analyser certains usages qui en sont faits au sein du mouvement protestataire.

⁹ Pour des analyses du régime politique en Tunisie, voir M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 ; S. Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité. Coercition, consentement, résistance*, Paris, Karthala, 2003. Pour une analyse plus récente, voir V. Geisser, É. Gobe, « Un si long règne...Le régime de Ben Ali vingt ans après », *L'Année du Maghreb*, n° 4, 2008, p. 347-381.

¹⁰ Pour plus de précisions, voir B. Hibou, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006. Voir également, pour les discours sur la « stabilité », S. Elbaz, « "Stabilité" et développement : critique d'une vision "partagée" par la Tunisie et ses bailleurs de fonds », communication au colloque « Les mots du développement. Genèse, usages et trajectoires », Paris, novembre 2009.

de matchs de football entre équipes de la région. Les protestations de 2008 éclatent, elles, lors de l'annonce des résultats du concours de recrutement de la CPG.

L'étincelle et les premières mobilisations

Le 5 janvier 2008, l'annonce de l'embauche de 380 ouvriers et cadres sur plus d'un millier de postulants est reçue comme une trahison pour les nombreux chômeurs de la région. Dès le 6 janvier, d'abord à Redeyef (26000 habitants), puis à Oum El Araïes (24500 habitants), M'dhila (12500 habitants) et Méthlaoui (37000 habitants), des actions protestataires sont menées. Des tentes sont installées de manière à bloquer la circulation des trains et des camions entre les carrières et les usines, gelant ainsi les activités liées au phosphate. Des émeutes ponctuelles éclatent, en particulier à M'dhila, où les symboles des autorités locales et de la CPG sont visés ; des sit-in sont organisés devant le siège des autorités ; des grèves de la faim sont lancées et des marches organisées.

La dénonciation du mode népotique d'attribution des postes de la CPG fournit le prétexte à un rassemblement massif de chômeurs (diplômés ou non), de leurs familles et parfois du personnel de la CPG, en bref de « militants » ad hoc de tous bords¹¹. Au fil des jours, les actions protestataires se multiplient : les chômeurs diplômés de l'université s'organisent, notamment à Redeyef où ils s'allient à des leaders syndicaux locaux issus pour la plupart du syndicat de base de l'enseignement primaire. À Oum El Araïes, le comité local des diplômés chômeurs¹² organise les mobilisations. Les sit-in s'ajoutent aux manifestations des licenciés et aux actions des mères dont les fils ont été incarcérés suite aux premières manifestations. Professeurs, lycéens et étudiants soutiennent la grève : le mécontentement se généralise.

« La Compagnie est une fatalité, elle nous a toujours fait souffrir mais on n'a le choix que d'y revenir ».

Ces mots sont ceux d'un diplômé chômeur assis devant la tente qu'il adressée à côté de celles de plusieurs dizaines d'autres manifestants, sur les rails du chemin de fer qui achemine habituellement les wagons de la carrière voisine aux usines de traitement du phosphate¹³. C'est le début du mois de février à Oum El Araïes. Des scènes similaires se déroulent dans les cités minières voisines. Le jeune manifestant d'Oum El Araïes a accroché trois portraits à la toile de sa tente. Il explique en pointant du doigt la première photo :

« Mon grand-père a été enrôlé à la mine par les Français lorsqu'il avait 13 ans, il est mort d'un cancer à 42 ans aussi pauvre qu'au départ ».

Le deuxième portrait est celui de son père. Un écriteau indique, non sans ironie, que grâce à l'indépendance du pays, il a fréquenté un peu l'école avant d'entrer finalement à la mine à l'âge de 17 ans pour à son tour succomber à un cancer des poumons à 45 ans. La troisième photo est son propre portrait. Le commentaire est cinglant :

¹¹ Des portraits de Ben Ali côtoient des slogans (plus rares) caricaturant le slogan de candidature du président « Ben Ali pour 2009 » en le transformant en « Ben Ali pour 2999 ».

¹² « Diplômé chômeur » devient presque une catégorie sociale dans le Maghreb de ces deux dernières décennies. Elle est la cible de politiques publiques et est devenue une catégorie de mobilisation. Pour le cas du Maroc, voir M. Emperador Badimon, « Diplômés chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle », *L'Année du Maghreb*, n° 3, 2007, p. 297-314.

¹³ Entretiens et observations *in situ* (février 2008).

« J'ai décroché une maîtrise d'histoire à Tunis, je n'ai pas assez de relations pour accéder à un poste de professeur, je suis obligé de revenir vers la Compagnie. J'ai 35 ans, vite vite, il ne me reste que dix ans à vivre¹⁴ »

Les jeunes chômeurs, à l'image de ce manifestant d'Oum El Araïes, sont au centre de la mobilisation. De fait, durant les deux premiers mois de la mobilisation, les organisations politiques d'opposition, la « société civile » et la centrale syndicale gardent leurs distances avec les contestataires. En effet, les partis d'opposition, peu implantés en dehors de Tunis, sont à ce moment-là plus préoccupés par les préparatifs de l'élection présidentielle d'octobre 2009. On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que cette « sous-politisation » de départ a contribué à la « prise » du mouvement, les mobilisations perçues comme peu organisées pouvant s'étendre en dépit de la situation de contrôle policier en Tunisie.

Un autre aspect lié à la configuration locale du pouvoir dans la région explique la montée en force du mouvement. Le champ local est marqué par une concurrence entre des cadres du RCD et des cadres régionaux de la centrale syndicale. Le fait que des cadres de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) prennent part au processus des rares embauches à la CPG suscite des jalousies. Des concurrents locaux, cadres du parti au pouvoir, se sont saisis de l'occasion en orientant plus ou moins directement les premières expressions de mécontentement contre certains responsables régionaux du syndicat¹⁵. Ces derniers se voient accusés d'attribuer les postes de manière douteuse. Le secrétaire régional de l'UGTT de Gafsa, cible des reproches, s'oppose d'ailleurs ouvertement aux mobilisations et menace de mesures disciplinaires les syndicalistes qui ont rejoint les rangs de la contestation¹⁶. Les concurrents locaux issus du RCD se rassurent : « Ce n'est pas nous mais le syndicat qui est visé ». Ce refrain qui sonne comme un « tout va très bien Madame la Marquise » contribue également à la prise du mouvement de protestation.

Pendant le premier trimestre 2008, les autorités prennent garde à ne pas permettre l'unification et la propagation des protestations. Elles privilégient une réponse sécuritaire mais entament ici et là des négociations ponctuelles avec les mobilisés. La fragmentation du mouvement passe ainsi à la fois par une stratégie d'endiguement, la police encerclant les villes et opérant des contrôles sur les axes routiers de la région, et par des pourparlers engagés avec de petits groupes de mobilisés¹⁷.

¹⁴ Le propos se réfère à une plainte ancienne et toujours présente dans la région relative aux conditions de vie des habitants affectés par la pollution des mines. On évoque souvent dans les entretiens les soucis de santé imputés au cadmium, issu des mines, qui cause de multiples maladies.

¹⁵ L'opposition entre cadres de l'UGTT et cadres du RCD est toutefois schématique car il existe des individus et des groupes multi-positionnés. Ainsi, le puissant secrétaire régional de l'UGTT de Gafsa est également député RCD. La configuration locale du pouvoir est aussi caractérisée par l'importance de différents groupes tribaux.

¹⁶ De manière générale, le décalage entre la direction de l'UGTT et sa base s'explique par un contrôle de plus en plus serré de la centrale syndicale et au sein de celle-ci. L'injonction politicopolicrière de non-subversion est renforcée par le régime du président Ben Ali et se traduit par un contrôle « interne » accru de l'UGTT par son chef. En effet, depuis le congrès de 1989 et plus encore depuis celui de 1993, le fonctionnement de la centrale syndicale est de plus en plus marqué par une centralisation forte autour du secrétaire général. Celui-ci engage une politique de « sélection » des cadres syndicaux. Les cadres les plus revendicatifs de la centrale sont ainsi marginalisés sous l'effet d'une politique de clientélisme et de censure. Pour des analyses des relations entre champ politique et syndicalisme en Tunisie, voir S. Khiari, « Reclassements et recompositions au sein de la bureaucratie syndicale depuis l'Indépendance. La place de l'UGTT dans le système politique tunisien », publication web du CERI, 2000, disponible sur <http://www.ceri-sciences-po.org> ; S. Hamzaoui, « Champ politique et syndicalisme en Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 38, 1999, p. 369-380.

¹⁷ Par exemple, le groupe des « veuves d'Oum El Araïes » constitué d'épouses d'ouvriers de la CPG décédés suite à un accident du travail. Elles dressent des tentes et revendiquent l'embauche de leurs enfants avant de lever le camp en février suite aux promesses d'embauche qui leur ont été faites.

Les mobilisés et les absents

Grande absente de la mobilisation, l'UGTT n'en fournit pas moins quelques mobilisés déçus par sa politique. Il s'agit pour la plupart de responsables syndicaux marginaux (à l'échelle régionale) issus des syndicats non-ouvriers de Redeyef. Deux figures charismatiques émergent : Adnane Hajji, le secrétaire général de l'enseignement de base de Redeyef, et Béchir Laabidi, lui aussi instituteur syndicaliste. Les mobilisés rassemblent aussi de nombreux « diplômés chômeurs ». Si l'organisation de ces derniers n'est pas aisée, quelques dizaines de militants mènent des actions dans la région depuis déjà plusieurs années. À Gafsa, ils tentent de se réunir au siège de l'UGTT, auquel l'accès leur est souvent refusé, et conduisent des marches et un sit-in devant la délégation de Redeyef (la sous-préfecture). À cet embryon de mouvement de diplômés chômeurs¹⁸, il faut ajouter la présence de militants proches du Parti communiste ouvrier tunisien (le PCOT, parti illégal). C'est le cas d'un militant entré en clandestinité à la suite d'une condamnation à six ans de prison ferme et qui a couvert les manifestations pour la chaîne de télévision satellitaire d'opposition El Hiwar Ettounsi. La présence de quelques individus issus des mouvances communistes n'est pas sans rappeler que la région compte d'anciens bastions communistes, comme à M'dhila et Redeyef, même si le nombre de militants n'excède pas quelques dizaines en 2008. Les partis d'opposition s'associent peu à peu au mouvement¹⁹, souvent depuis Tunis mais aussi par quelques visites dans la région de Gafsa. Les organisations de la « société civile » s'expriment aussi. C'est le cas de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) et de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Depuis la France, la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) publie des communiqués et organise des manifestations, ce qui vaut à son président, Mouhieddine Cherbib, d'être condamné à deux ans de prison par contumace.

Enfin, le Comité national de soutien à la population du bassin minier de Gafsa, dont le porte-parole est le responsable de la LTDH de Kairouan, est constitué de militants, d'opposants et de syndicalistes de différentes régions de Tunisie. Il produit des communiqués, organise des réunions à Tunis, et ses membres rejoignent parfois – lorsque la police ne les en empêche pas – les cortèges des manifestations, notamment à Redeyef.

Toutefois, en dépit de cette organisation du mouvement et des négociations avec les autorités nationales évoquées par les responsables syndicaux, leaders du mouvement de Redeyef²⁰, la situation s'aggrave.

L'escalade

Jusqu'au mois d'avril, les autorités maintiennent un encerclement policier censé endiguer les protestations à Redeyef, où la mobilisation est alors la plus forte. Dans un soudain revirement de stratégie, le 7 avril au matin, plus de vingt des membres les plus visibles du mouvement de protestation

¹⁸ C'est surtout à Tunis et à Gafsa que ces groupes se mobilisent depuis 2006 autour de l'Union des diplômés chômeurs, association non reconnue par les autorités.

¹⁹ On peut citer *Ettajdid* (issu du Parti communiste) et le Parti démocrate progressiste (PDP), mais aussi le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) dont une militante, Zakia Dhifaoui, a été condamnée à une lourde peine de prison, ainsi que le Parti socialiste de gauche (illégal) qui dénonce l'incarcération d'un de ses militants ayant fait partie de la direction du mouvement.

²⁰ Dans la « Lettre de prison de Adnane Hajji » publiée dans l'hebdomadaire d'opposition en langue arabe *El Maoukif* (n° 461, 18 juillet 2008, p. 6), l'auteur exprime sa surprise d'avoir été arrêté : « nous avons œuvré pendant les cinq mois de protestation pacifique [...] à éviter les glissements qui peuvent arriver. Et nous avons débattu avec les autorités locales, régionales et nationales afin de trouver des solutions aux problèmes. Nous avons siégé à plusieurs reprises avec les autorités [...]. Nous avons continué les pourparlers avec les autorités, notamment le ministère de l'Intérieur et celui de la Santé, jusqu'au dernier jour de notre arrestation ».

de Redeyef sont arrêtés, souvent violemment. Ils sont libérés quelques jours plus tard grâce à la pression des syndicats de base de Redeyef, largement suivis par les populations de la ville. La dénonciation et la médiatisation des arrestations ont été effectuées par le comité de soutien à la population du bassin minier et, en France, par la FTCR (qui organise des manifestations à Nantes et à Paris).

L'escalade répressive se poursuit pendant les mois de mai et de juin. Ainsi, le 5 mai, Hichem Ben Jeddou El Aleimi, un chômeur de 24 ans, décède tragiquement par électrocution suite à l'intervention brutale de la police (gaz lacrymogènes et passages à tabac) pour déloger les quelques occupants d'un générateur électrique alimentant les ateliers de la CPG (situé dans le village de Tabbedit entre Oum El Araïes et Redeyef). Des dizaines de riverains indignés fontmine dans l'après-midi même de quitter la ville avec leurs valises pour « laisser Redeyef à la police »²¹. Le 29 mai, un premier procès est tenu dans la salle pleine du tribunal d'instance de Gafsa. Onze prévenus, tous originaires de Redeyef à l'exception d'un habitant de M'dhila, comparaissent pour répondre de multiples chefs d'inculpation : violence et menace sur agents publics, attaque à l'arme blanche, port prohibé d'armes blanches, attentat à la pudeur, ivresse publique et trouble à l'ordre public. L'un des accusés s'asperge d'essence et menace de s'immoler par le feu. Après délibération, le tribunal prononce des condamnations à des peines de trois à quatre mois d'emprisonnement ferme pour certains, assorties de sursis pour quelques autres. Au mois de juin, le décompte macabre s'accélère. Le 2 juin, Nabil Chagra, heurté par un véhicule de la garde nationale qui poursuivait des manifestants, décède à son tour. Le 6 juin, la police tire à balles réelles sur les manifestants à Redeyef. Un jeune homme de 25 ans, Hafnaoui al Maghazoui, a le poumon perforé et meurt sur le coup. Plus d'une vingtaine de manifestants ainsi que des agents des forces de l'ordre sont blessés²². Le 7 juin, l'armée se déploie autour de Redeyef et occupe la ville sur ordre du président.

Outre de la dynamique de court terme propre à ces événements, ces protestations relèvent des conditions socio-économiques locales et de la gestion politique des ressources de la CPG.

Le déclin de la CPG au cœur d'une région minière paupérisée

À un peu moins de six heures de route de Tunis en direction du sud-ouest, la région de Gafsa est bien loin du croissant « prospère » de la Tunisie du littoral. La Tunisie du « miracle économique »²³, louée pour sa croissance soutenue (5 % de croissance annuelle selon les chiffres officiels) fondée sur une économie de services et de PME, dévoile là l'envers de son décor.

Gafsa est une région minière à l'agriculture sinistrée notamment en raison de l'aridité, des mauvaises conditions pluviométriques et de l'utilisation de l'eau par les laveries de la CPG²⁴. L'essentiel de l'activité tourne autour des mines de phosphate. La pauvreté est importante dans les villages, en

²¹ Entretiens personnels, Redeyef, août 2008.

²² Dépêche AFP, « Tunisie : un mort et plusieurs blessés lors d'accrochages à Redeyef », 6 juin 2008.

²³ Beaucoup de travaux ont critiqué à juste titre le mode de fonctionnement de cette économie tunisienne, en particulier son articulation avec le régime politique autoritaire. Pour une analyse des travaux d'économie politique sur la Tunisie, voir M. Camau, « Tunisie : vingt ans après. De quoi Ben Ali est-il le nom ? », *L'Année du Maghreb*, n° 4, 2008, p. 507-527. Sur l'essoufflement de ce système dans le contexte néolibéral, voir S. Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité...*, *op. cit.*

²⁴ Au XIX^e siècle, la production d'huile, de dattes et de fruits ainsi que l'élevage étaient importants dans la région. Depuis, l'agriculture a connu un déclin constant. Voir M. Tlili, *La Vie communautaire dans la ville de Gafsa et les villages oasiens environnants, du début du XVIII^e siècle à 1881*, thèse de doctorat d'histoire, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis (en arabe), 2002.

particulier à l'est, mais également dans les villes minières de la région²⁵. Le taux de chômage dans le gouvernorat de Gafsa est l'un des plus élevés du pays, soit quasiment le double du taux national selon les chiffres pourtant très « contrôlés » de la statistique nationale²⁶.

L'industrie minière, principal secteur pourvoyeur d'emplois, est en déclin. Les quatre villes minières de Redeyef, Oum El Araïes, M'dhila et Méthlaoui ont été créées ex nihilo par et pour le phosphate. Jusqu'en 1975, le plein-emploi masculin était assuré par la CPG. La Compagnie fournissait épiceries, pharmacies, centres de soins, écoles, moyens de transport, clubs de football, etc., et assurait une prise en charge importante de la vie sociale et économique. Entre 1975 et 1985, la distribution et la commercialisation de l'eau potable et de l'électricité, les commerces et les banques, ont été transférés à différents opérateurs nationaux publics et privés : la Société tunisienne d'électricité et de gaz, la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux, le Magasin général (chaîne de grandes surfaces) ... Jusqu'au milieu des années 1980, la CPG avait besoin de bras pour ces quatre villes minières, et de personnel administratif pour ses bureaux, notamment à Gafsa. À partir de 1985, la « modernisation » engagée par l'entreprise s'est traduite par des réductions de personnel : près de 10000 postes ont été supprimés et il ne reste aujourd'hui que 5200 employés à la CPG. Le plan stratégique de réforme de la Compagnie a été financé par la Banque mondiale dans le cadre de la « mise à niveau » de l'économie tunisienne. Les crédits débloqués par l'institution financière internationale ont alimenté le Fonds de restructuration des entreprises publiques (FREP)²⁷ dont la première tranche, initiée en juillet 1986, a été consacrée à la réforme de la CPG.

Le déclin de l'impact socio-économique de la CPG sur la région se produit alors même que les cours mondiaux du phosphate sont en hausse depuis 2004, entraînant une augmentation des profits de l'industrie phosphatière²⁸. En réalité, cette industrie n'a jamais vraiment bénéficié à la région qu'en termes d'emplois²⁹. Dès les premières concessions pour l'exploitation délivrées à la fin du XIX^e siècle, à l'époque du protectorat français, l'effet du système de production se résumait dans la région à de grosses unités ouvrières d'exploitation. Le travail alors particulièrement pénible³⁰, la forte concentration d'ouvriers venus de divers horizons (des Souafas et des Kabyles d'Algérie, des Libyens,

²⁵ La pauvreté évolue inversement dans les villes minières, où depuis les années 1990 la situation se détériore très vite, et dans la zone agricole de l'est, vers Sened, réputée très pauvre mais dont la situation s'améliore peu à peu grâce aux politiques agricoles du début des années 1990, en particulier l'encouragement de la culture sous serre, moins sujette aux aléas climatiques.

²⁶ Les taux de chômage indiqués par l'Institut national de la statistique, fondés sur le recensement de 2004, sont de 38,5 % pour Oum El Araïes, 20,9 % pour Méthlaoui, 27,9 % pour M'dhila et 27 % pour Redeyef, contre un taux de 14 % pour l'ensemble du pays. Voir : <http://www.ins.nat.tn>.

²⁷ Plusieurs lois ont été votées dans le cadre des programmes de privatisation engagés par l'État tunisien depuis les années 1980. La loi n° 85-109 du 31 décembre 1985 dans son article 79 porte sur « la création d'un fonds spécial du Trésor, le Fonds de Restructuration des Entreprises Publiques (FREP), destiné à réorganiser les prises de participation de l'État dans le capital des entreprises publiques, et éventuellement à contribuer à la couverture des besoins d'assainissement des entreprises publiques ».

²⁸ De façon exceptionnelle, en 2007-2008, les prix du phosphate ont été multipliés par quatre (entretiens avec des cadres de la CPG, Tunis, 2008).

²⁹ Dans « Gafsa comme enjeu », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 19, 1980, p. 485-511, Pierre-Robert Baduel se demandait déjà, après l'action armée de 1980 à Gafsa, si l'industrie minière n'était pas « une industrie stérilisante régionalement ». Il notait : « (...) la tunisification des mines n'a pas modifié la logique de l'exploitation phosphatière typique de l'économie de traite capitaliste. Car la croissance économique qu'a permise l'entreprise minière est loin d'avoir entraîné localement le développement. La ville de Gafsa est un « simple couloir où rien ne s'arrête » (...) La ligne de chemin de fer Gafsa-Sfax est l'équivalent phosphatier d'un oléoduc pour le pétrole : un système d'aspiration à distance des ressources de Gafsa » (p. 501). Si, depuis, d'autres unités industrielles ont été installées dans la région, le constat demeure.

³⁰ Plusieurs travaux en rendent compte. Voir A. Bouhdiba, « Les conditions de vie des mineurs de la région de Gafsa », *Études de sociologie tunisienne*, vol. 1, 1968, p. 165-233. Il évoque la « fréquentation quotidienne de la mort » (p. 171). N. Douggi parle de « baigne phosphatier » et de « discipline « minière militaire » ». Voir N. Douggi, *Histoire d'une grande entreprise coloniale. La Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa, 1897-1930*, Tunis, Publications de la Faculté des lettres de la Manouba, 1995, p. 291 et suivantes.

des Marocains, mais aussi des Italiens et des Français pour les postes de cadres) et l'expérience des premières grèves réprimées dans le sang le 2 mars 1937 ancrent chez le personnel de la CPG l'importance de l'action syndicale³¹.

Pièce maîtresse d'une région ouvrière et paupérisée, la CPG a produit un équilibre clientéliste spécifique au cours des vingt dernières années. La région est structurée, comme les autres zones paupérisées du pays, par des mécanismes classiques de clientélisme et de contrôle caractéristiques de l'économie politique tunisienne³². Dans le cadre de la « reconversion » de la Compagnie, le Fonds de réorientation et de développement de centres miniers (FRDCM), créé sur le modèle des Charbonnages de France, a entretenu ce système clientélaire. Le Fonds, société d'investissement à capital-risque fondée en 1991, a été mis en place pour lancer les activités des petits entrepreneurs en vue de pallier la baisse des emplois. Jusqu'en 2008, les activités sont demeurées marginales, concernant au plus 1500 bénéficiaires. La plupart des petits entrepreneurs ont perçu les crédits comme des dons pour des activités économiques non viables. Ce « crédit garanti »³³, en suivant les chemins des réseaux clientélistes locaux, s'est surtout développé dans les zones non minières de la région, en contradiction avec l'objectif affiché de ce Fonds. Un autre mécanisme de « redistribution » spécifique à la région s'est développé depuis une vingtaine d'années dans le cadre de la « modernisation » de la CPG. La direction régionale de l'UGTT participe dans le cadre d'une entente amiable avec la CPG au choix des personnes à embaucher, alors que seuls 20 % des départs en préretraite sont remplacés. Au départ, ces postes étaient censés être prioritairement donnés aux habitants de la région en fonction de critères « sociaux » : enfants des mutilés de la Compagnie, familles des ouvriers morts dans un accident du travail... Peu à peu, cette ressource rare, aux mains de quelques cadres multi positionnés de la centrale syndicale, est devenue la monnaie d'échange d'un système de clientélisme politico-économique restreint. Celui-ci profite notamment au secrétaire régional de l'UGTT, à la fois député du RCD et patron de sociétés sous-traitantes de la CPG. Ce big man incarne et symbolise la configuration locale du pouvoir. Le détournement des objectifs de cet « acquis » du syndicat a ainsi fourni un prétexte à la mobilisation de 2008.

Dans ce contexte de réduction des embauches, et alors que la fonction publique ne crée plus d'emplois non plus, les jeunes, qu'ils soient diplômés ou non, n'ont souvent d'autre solution que celle de se rabattre sur les « petits boulots » de la chaîne de commerce informel qui s'organise grâce aux quelques circulations pendulaires avec la Libye et avec les régions voisines d'Algérie. L'entreprise est pourtant malaisée. Les mesures « sécuritaires » sont telles que la circulation entre la Tunisie et l'Algérie est rendue pratiquement impossible pour la plupart des jeunes de moins de 25 ans. Ceux qui y parviennent vivent alors de la contrebande et de la revente d'essence, de téléphones portables et autres produits de grande consommation made in China. Pour la grande majorité, cela n'améliore pas

³¹ Sur cet événement voir les interprétations divergentes de S. Hamzaoui, *Conditions et genèse de la conscience ouvrière en milieu rural : cas des mineurs du sud de la Tunisie*, thèse de troisième cycle en sociologie, École pratique des hautes études, 1970 et de M. Kraiem, « Les événements de Méthlaoui et de M'dhila de mars 1937 », *Revue d'histoire maghrébine*, n° 23-24, 1981, p. 221-242.

³² Tels qu'illustrés notamment par le rôle de la Banque tunisienne de solidarité (BTS) et des fonds présidentiels (2121 et 2626), institutions porteuses de ce que Béatrice Hibou appelle le « pacte de sécurité ». Elle note que « la banque, dans le dispositif de pouvoir qu'est le pacte de sécurité, est à la fois une institution de protection et de sécurité et une institution de création de dépendances, de contrôle et de surveillance ». Voir B. Hibou, *La Force de l'obéissance...*, *op. cit.*, p. 404. Voir également K. Zamiti, « Le Fonds de solidarité nationale. Pour une approche sociologique du politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 35, 1996, p. 705-712 ; D. Chakerli, « Lutte contre la pauvreté et solidarité nationale », publication web du CERI, 2000, disponible sur <http://www.ceri-sciencespo.com>.

³³ L'expression est empruntée à Béatrice Hibou, qui décrit ainsi le rôle de la BTS. Le même type de relations est institué dans le cadre du FRDCM : le prêt est, de fait, sans garantie et accordé après entretien avec le bénéficiaire du prêt et le recueil d'informations auprès des cellules du parti, des comités de quartier et de l'assistante sociale ou du *omda* (le représentant du « secteur », la plus petite échelle administrative du ministère de l'Intérieur), ou encore directement par les rapports de police (observations personnelles et entretiens, Gafsa, 2006-2007).

significativement leur niveau de vie. Reste l'exil. Mais si partir peut constituer une bonne alternative au chômage dans certaines régions de la Tunisie dont les réseaux d'émigration mènent parfois à des « ailleurs » plus prospères, cette migration est relativement peu profitable aux jeunes de la région de Gafsa, dont le voyage se termine souvent aujourd'hui dans les quartiers paupérisés de la banlieue de Tunis³⁴.

Au cœur d'une région ouvrière et paupérisée, le déclin de l'impact local des activités de la CPG, ainsi que l'économie et la configuration de pouvoir local qu'il induit sont des éléments de compréhension des protestations de 2008. L'activation de représentations relatives au passé de la région de Gafsa constitue également l'arrière-fond de ces mobilisations.

« Gafsa rebelle »

« Alors que nous nous sommes battus pendant la résistance, on nous a relégués à l'Indépendance et encore plus après 1963. On a été punis pour le courage de nos ancêtres qui ont fait peur à Bourguiba et à ses successeurs. »

« Notre région sert juste à fournir des bras pour enrichir le reste de la Tunisie mais, ici, rien n'est fait pour nos enfants. »

« Le Gafsien n'a jamais baissé la tête face à l'injustice et ne le fera jamais³⁵. »

Ces phrases reviennent sans cesse dans les entretiens. L'histoire mythifiée de Gafsa et de son rapport conflictuel avec le centre politique est très présente dans les discours des habitants de la région interrogés aussi bien avant que depuis les événements de janvier 2008. Ouvriers et cadres de la CPG, exploitants agricoles, commerçants, riches, pauvres, femmes, hommes, jeunes, analphabètes, universitaires, syndicalistes, opposants, cadres du RCD, membres d'associations de développement... : à chaque fois surgit à un moment ou à un autre, de façon plus ou moins affirmée, précise ou érudite, l'histoire de la dissidence de la région de Gafsa, de l'injustice qu'elle subit, de la rébellion de ses populations et du désamour de « Tunis ».

S'il est assez difficile de reconstituer les fondements de ce « sens commun » et de ses (re)productions, « Gafsa rebelle » est un produit paradoxal qui mêle un sentiment autochtone de plainte critique sur la situation de paupérisation de la région et une représentation culturaliste et sécuritaire véhiculée en particulier par les agents des administrations nationales et régionales concernant les « populations gafsiennes au sang chaud et à la tête dure³⁶ ».

Dans de nombreux entretiens avec des cadres de ministères à Tunis ou des agents des administrations déconcentrées à Gafsa, des expressions comme « les gens du Sud particulièrement les Gafsiens, sont indisciplinés par nature » ou « c'est la culture des tribus, ajoutez à cela la culture des mines cela fait des gens violents » revenaient fréquemment, un cadre de la wilaya de Gafsa expliquant par exemple : « ils ne comprennent que le bâton ».

Si beaucoup s'accordent à parler de Gafsa comme d'une région « fière et frustrée », cette représentation se décline sous divers registres et ne présage en rien de la teneur de l'action des

³⁴ On peut tout de même citer l'exemple du « réseau » de Nantes dont les émigrés sont originaires de Redeyef et ont été actifs dans le soutien aux mobilisés. Il existe aussi quelques filières de travail dans la maçonnerie dans la région littorale du Sahel ainsi que dans l'hôtellerie à Djerba.

³⁵ Extraits d'entretiens, région de Gafsa, 2006-2008.

³⁶ Les extraits cités sont issus de plusieurs entretiens faits entre 2006 et 2008 avec des cadres de ministères à Tunis, en particulier le ministère de l'Intérieur et du développement local et celui du Développement et de la coopération internationale.

individus tenant un tel discours. Pour autant, ces récits inscrivent la révolte dans le registre du possible, dans un pays où le coût de toute mobilisation protestataire est très élevé³⁷. La perception du faisable par les mobilisés de 2008 passe ainsi par la mémoire des luttes engagées de Gafsa. L'histoire de la région est sur ce plan riche en « événements » pouvant alimenter le récit de la dissidence de Gafsa. Ainsi, dans les entretiens et observations effectués, il a souvent été question de la lutte pour l'Indépendance, de la lutte syndicale et des révoltes de la fin des années 1970 et du début des années 1980.

« Qui était le chef des Moujahidine³⁸ ? Qui a donné le ton réel à la lutte pour l'Indépendance ? »

C'est par ces questions-défis que, lors d'un entretien sur l'histoire de la CPG, un cadre retraité de la Compagnie évoque Lazhar Chraïti³⁹, originaire de la région et chef des maquisards qui ont lutté pour l'Indépendance. Le souvenir des faits d'armes des combattants, qui seraient selon l'enquête issus pour près de la moitié de la région, est souvent rappelé pour démontrer le courage de ses habitants face à la tyrannie de la colonisation. Le récit se termine par l'évocation de l'ingratitude d'Habib Bourguiba vis-à-vis de la région, ingratitude qui aurait provoqué le complot armé contre le président de l'époque. En décembre 1962, les Gafsiens ont en effet été nombreux parmi les participants au coup d'État contre Bourguiba. La région qui comptait des partisans de Salah Ben Youssef (l'opposant de Bourguiba) aurait alors été honnie par l'ancien président, sentiment resté réciproque depuis.

Un autre récit fréquent renvoie au syndicalisme et à ses premières grandes figures : sont alors évoquées les grandes grèves fondatrices que la région a connues sous le protectorat français (telles les grèves de mars 1937), et surtout les personnages qui ont fait l'histoire de la lutte syndicale. Ahmed Tlili, originaire de la région de Gafsa et secrétaire général de l'UGTT de 1956 à 1963, occupe une place de choix dans la galerie de portraits des héros locaux. Pour illustrer encore la force de la lutte syndicale de Gafsa, il est souvent fait mention de la grève générale de 1978 et de son écho retentissant dans la région. Les interviewés évoquent également fréquemment les « événements de Gafsa » de 1980, en référence au groupe qui entendit provoquer une insurrection armée à partir de la ville⁴⁰. Il est aussi question des « émeutes du pain » de 1983-1984 (qui ont débuté fin décembre dans le sud, notamment à Gafsa, avant d'arriver à Tunis en janvier) et de leur importance dans la région.

Les récits de « Gafsa rebelle » et des conflits avec le « centre politique » peuvent également prendre des tournures savantes et remontent alors jusqu'à la période romaine. Ainsi, des professeurs, universitaires ou simples férus d'histoire racontent lors des entretiens que Capsa (nom de la cité fondée au II^e siècle av. J. -C. par les Romains et qui a donné son nom à l'actuelle Gafsa) aurait été le théâtre d'un premier schisme chrétien, celui des donatistes. Il est ensuite rappelé que la région était un foyer du khâridjisme (l'un des premiers schismes de l'islam), puis fut au cours du XII^e siècle la

³⁷ Pour une analyse des engagements contestataires en Tunisie, notamment sur la période récente, voir M.-B. Ayari, *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, thèse de doctorat en science politique, Université Aix-Marseille III, 2009. Pour une analyse à l'échelle du « monde arabe », voir V. Geisser, K. Karam et F. Vairel, « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », in E. Picard (dir.), *La Politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 193-213 ; M. Bennani-Chraïbi et O. Filleule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

³⁸ Dans la région, on emploie les termes de Thewar ou Moujahidine pour parler des résistants armés : les maquisards. Le terme Fellaga plus communément employé en Tunisie, en France et ailleurs, fait figure d'insulte.

³⁹ Chef des maquisards pendant la lutte contre l'occupant français jusqu'à l'indépendance en 1956, Lazhar Chraïti fut condamné à mort et exécuté en 1963 après la tentative de coup d'État perpétrée contre le président Bourguiba en 1962.

⁴⁰ « *Houna Idaat Gafsa* » (« Ici la chaîne de Gafsa ») : cette phrase prononcée par les membres du commando de 1980 sur les ondes radiophoniques est encore souvent clamée sur le ton de l'humour ou de la revendication, rappelant ce moment inédit dans l'histoire contemporaine de la Tunisie où une région occupée par un groupe armé s'est trouvée quelques heures durant comme « hors du pays ».

capitale d'un petit État indépendant ayant sa propre monnaie, le Béni Rand. La région aurait aussi connu plusieurs soulèvements contre le pouvoir central de la dynastie hafside à la fin du XIII^e siècle⁴¹.

Les récits de « Gafsa rebelle », dont nous n'avons fait qu'un compte rendu partiel, circulent et produisent un sens commun prégnant dans la région aujourd'hui, venant à la fois aiguillonner l'audace des jeunes mobilisés et justifier aux yeux des autorités une gestion autoritaire et policière des populations. Ces récits constituent la trame des protestations de 2008 : ils ont permis de donner un sens au sentiment d'impasse ressenti par des milliers de jeunes chômeurs de la région et se sont exprimés au travers de formes concrètes de protestation⁴².

Fin de partie ?

En juin 2008, les principaux leaders du mouvement de protestation sont arrêtés, mis en prison et condamnés à de lourdes peines⁴³. Le 16 juillet, le président Ben Ali convoque au palais présidentiel de Carthage les membres du conseil régional de Gafsa pour une session extraordinaire dans le but affiché de régler une fois pour toutes les problèmes de la région minière. Au cours de la réunion, le président met l'accent pour la première fois sur les « irrégularités commises par les responsables de la Compagnie des phosphates de Gafsa, dans les opérations de recrutement, suscitant la désillusion et la déception des jeunes concernés par ces opérations⁴⁴ ». Le couperet tombe, des boucs émissaires sont désignés. Le PDG de la CPG est congédié⁴⁵, le wali du gouvernorat de Gafsa est remplacé (sans être discrédité puisqu'il est nommé diplomate) et le délégué (sous-préfet) de Redeyef est écarté. Un décret présidentiel ordonne la dissolution du conseil municipal de Gafsa. Seul grand rescapé de cette configuration politique locale, le puissant député du RCD simultanément secrétaire régional de l'UGTT à Gafsa reste en place.

De multiples mesures sont annoncées et, comme lors de toute intervention du chef de l'État en Tunisie, les commentaires dithyrambiques fusent⁴⁶. Ces décisions sont présentées comme un plan Marshall pour la région de Gafsa⁴⁷, l'ensemble des investissements s'élevant à 944 millions de dinars (499

⁴¹ Beaucoup de ces éléments relatifs à l'histoire militaire et politique de la région peuvent être retrouvés dans l'ouvrage (issu d'une thèse et rédigé dans le plus pur style de la monographie coloniale) de P. Bodereau, *La Capsa ancienne. La Gafsa moderne*, Paris, Augustin Challamel Éditeur, 1907.

⁴² On peut trouver des traces de ces « dispositifs de sensibilisation » (notamment du traitement différencié par « Tunis » de la région du Sahel et de celle de Gafsa) dans des communiqués disponibles sur le site Internet du PCOT, <http://www.albadil.org>. Pour plus de précisions sur cette dimension souvent absente de l'analyse politiste, voir J. Siméant et C. Traïni, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in C. Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-34.

⁴³ Parmi les chefs d'inculpation, ceux d' « appartenance à une bande ; participation à une entente en vue de préparer et commettre une agression contre les biens et les personnes, et rébellion par plus de dix personnes avec usages d'armes » faisaient risquer vingt années de prison aux principaux leaders. Après plusieurs rebondissements et des séances tumultueuses, les peines prononcées par la Cour d'appel de Gafsa du 4 février 2009 pour les trente-huit prévenus vont de deux ans avec sursis à huit ans de prison ferme.

⁴⁴ Extrait de l' « Allocution du Chef de l'État » disponible sur <http://www.carthage.tn>.

⁴⁵ Dans un premier geste d'apaisement, le président Ben Ali avait annoncé dès mars le remplacement du gouverneur de Gafsa et du PDG de la CPG. Ce dernier remplacement n'a toutefois été effectif qu'en juillet 2008.

⁴⁶ Ainsi, outre les communiqués des partis d'opposition « clients » (partis politiques dans une relation de dépendance directe avec la présidence, également appelés « partis-croupions » par M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire...*, op. cit. p. 238-240) comme le PUP et le PSL, ou du Conseil régional de Gafsa, de multiples articles sont publiés en ce sens, tel celui consulté sur le site <http://www.webmanagercenter.com> le 10 février 2009 et intitulé « Gafsa : la nouvelle donne ! » : « Avec les centaines de milliards qui vont pleuvoir sur Gafsa [...], c'est une Nouvelle Donne qui est en perspective [...] avec ce que cela implique de développements indirects donnant un autre souffle et un autre attrait à la région...et il faut réserver les places dès maintenant ! ».

⁴⁷ L'économiste M. Ben Romdhane fait une analyse beaucoup plus nuancée, voire critique, de la situation socio-économique, démographique et écologique de la région et des premières mesures annoncées. Voir le dossier spécial « Le bassin minier de Gafsa, problèmes et perspectives » paru dans *Attariq Al Jadid*, n° 90, 26 juillet-1^{er} août 2008.

millions d'euros) et devant, selon ses promoteurs, générer la création de 9000 emplois permanents. Pourtant, la crise financière fait douter de la capacité de l'État à déboursier les sommes annoncées. Si le plan porté par le ministre de l'Industrie est d'une ampleur sans précédent, le procédé, fondé notamment sur des « mesures incitatives » telles que des allègements fiscaux, a déjà montré ses limites dans une région souvent perçue comme peu attractive par les grands entrepreneurs⁴⁸.

Hormis la médiatisation de ces annonces pour le « développement régional » de Gafsa, les interventions publiques concernant les « événements du sud » – comme tout ce qui craquellerait le vernis officiel d'une Tunisie stable et prospère – sont très rares à Tunis⁴⁹. Les quelques médias qui s'aventurent à couvrir les protestations, les hebdomadaires des partis d'opposition *Al Maoukif* et *Attariq Al Jadid*, la radio *Kalima* et la télévision *El Hiwar Ettounsi* subissent une répression encore plus forte qu'à l'accoutumée (saisies de numéros, procès, entraves à la circulation des journalistes...).

Sans contradicteurs visibles, le régime du « changement » affiche plus que jamais une « saine stabilité » inscrite dans la longue durée. Une telle situation, nous l'avons suggéré, ne tient que grâce au maintien des processus de mobilisation et de coercition qu'autorise un maillage serré du territoire. L'encadrement disciplinaire et clientéliste, politique et économique, des citoyens⁵⁰ effectué par différentes agences de pouvoir formelles ou informelles ainsi que le soutien apporté par les puissants amis étrangers⁵¹ permettent à cette situation de perdurer depuis une vingtaine d'années. À ces caractéristiques de la Tunisie politique d'aujourd'hui, il faut ajouter l'image de plus en plus délétère de la direction de l'UGTT. La centrale syndicale s'avère en effet de plus en plus en décalage par rapport aux luttes engagées et dans l'incapacité à capter et diriger les revendications de la base.

Dans ce contexte politique, les aspirations à une vie meilleure et la frustration de certaines franges de la population tunisienne n'éclatent que rarement au grand jour. Les mouvements exceptionnels de protestation de Gafsa appellent à revenir sur deux idées communément admises au sujet de la Tunisie : d'une part, sa réussite économique, et notamment sa capacité à assurer la protection sociale des citoyens ; d'autre part, l'incapacité de la population tunisienne à prendre la parole, notamment de manière protestataire. Soit la mobilisation serait trop coûteuse eu égard à la répression, soit le système

⁴⁸ Lors des entretiens menés à Tunis avec les principaux entrepreneurs auxquels s'adressent les appels à investir dans la région de Gafsa, il est souvent dit que l'interventionnisme de l'État fausse le « jeu économique ». S'il s'agit d'un poncif dans le milieu des affaires (et n'empêche pas ces mêmes entrepreneurs de bénéficier d'aides multiples de l'État), ce jugement semble exprimer une « peur » d'investir dans la région de Gafsa plus qu'ailleurs. Par exemple, Hédi Jilani, à la tête de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, dépêché dans la région pour la Journée de partenariat et de promotion de l'investissement privé le 11 novembre 2009, affirme : « Nous le savons, les Gafsiens sont très politisés, ce qui peut être avantageux mais il ne faut pas que ceci nuise à la stabilité de la région et finisse par effrayer les promoteurs qui ont besoin d'être rassurés et sécurisés quant à l'avenir de leurs investissements » (propos repris sur le site d'information économique <<http://webmanagercenter.com>> dans un article daté du 13 novembre 2008). Pour une analyse du milieu des affaires en Tunisie et de ses rapports au politique voir B. Hibou, « “Nous ne prendrons jamais le maquis”. Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, n° 84, 2008, p. 115-141.

⁴⁹ Les télévisions et les journaux sont sous strict contrôle. Internet également, sur lequel sévit Aam Mkass (« tonton ciseaux »). C'est par cette personnification humoristique qu'il est fait référence à la censure qui frappe plusieurs sites (dont des « incontournables » tels que *Youtube*, *Dailymotion*, etc.). Il faut néanmoins nuancer la capacité des censeurs à tout contrôler car plusieurs vidéos des protestations de Gafsa étaient visibles sur des sites accessibles en Tunisie. Sur ces questions, voir le travail de L. Chouikha : « Autoritarisme étatique et débrouillardise individuelle. Arts de faire, paraboles, Internet, comme formes de résistance voire de contestation » in O. Lamloumet B. Ravenel (dir.), *La Tunisie de Ben Ali. La société contre le régime*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; R. Lecomte, *Réflexion sur la cyberdissidence et la sphère publique*, mémoire de DEA en sciences sociales, Université libre de Bruxelles, Université catholique de Louvain et Facultés universitaires de Saint-Louis, 2007.

⁵⁰ La sévérité des poursuites concernant les leaders du mouvement de protestation de Redeyef répond à cette logique : le régime ne supporte pas l'émergence d'un quelconque leadership local en dehors du parti.

⁵¹ En visite en Tunisie en avril 2008, le président français Nicolas Sarkozy, en plein mouvement protestataire dans la région de Gafsa et alors que des journalistes étaient en grève de la faim, déclarait : « aujourd'hui, l'espace des libertés progresse [en Tunisie] » (discours du 28 avril 2008 disponible sur <<http://www.diplomatie.gouv.fr>>).

de redistribution, réputé efficace, saperait toute velléité de protestation. La région minière paupérisée dévoile ce que la Tunisie du « miracle économique » et ses thuriféraires occultent : l'existence de grandes disparités régionales. Le cas de Gafsa montre également que si la répression est forte, elle ne fait pas taire tout le monde, tout le temps. Les mécanismes d'échange clientéliste qui fonctionnent comme des dispositifs de « redistribution » sont en outre fragiles dans cette région où il n'y a guère à « redistribuer » et, en particulier, peu d'emplois. Dans ce contexte, les nombreux chômeurs de la région de Gafsa – en actualisant une mémoire locale qui valorise la possibilité de la lutte – jugeant leurs conditions de vie injustes et misérables, entraînent avec eux des parties importantes de la population qui n'ont plus peur de la répression.